

**Unité bidépartementale
Eure Orne**

Cité administrative – Place Bonet
CS 40020 - 61013 ALENÇON cedex

Alençon, le 15/06/2022

Nos références : 61 / 2022 – 100

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOLAIPA SNC

Les Clos Tords
61120 VIMOUTIERS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2022 dans l'établissement SOLAIPA SNC implanté Les Clos Tords 61120 VIMOUTIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée de manière inopinée, en accompagnement du laboratoire agréé pour la réalisation de contrôles des valeurs de rejets des eaux superficielles du site (contrôle inopiné des rejets aqueux).

L'objectif est de contrôler le respect des valeurs limites d'émissions fixées par arrêté préfectoral et de vérifier si les résultats d'autosurveillance des rejets en eau du site sont cohérents avec les résultats communiqués par le laboratoire agréé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLAIPA SNC
- Les Clos Tords 61120 VIMOUTIERS
- Code AIOT dans GUN : 0005302798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Créé en 1960, l'établissement SOLAIPA qui appartient au groupe Lactalis est implanté dans une zone industrielle située au Nord-Ouest de Vimoutiers. Le site qui emploie 80 personnes exerce deux activités principales :

- le traitement (pasteurisation, écrémage, concentration) des excédents de lait collecté par Lactalis pour ses différents sites de production. Environ 200 millions de litres de lait de vache sont ainsi traités chaque année. Les produits issus de cette activité sont destinés à l'alimentation humaine ;
- la fabrication de poudre de lactosérum par séchage de lactosérum doux et acide (production de 50 000 tonnes environ de poudre par an).

L'arrêté préfectoral d'autorisation régissant le fonctionnement de l'établissement date du 2 octobre 2003, complété le 17 octobre 2006 (épandage des boues produites par la station d'épuration des effluents industriels), le 13 mai 2008 (installations aéroréfrigérantes) et le 19 novembre 2010 (installations de combustion).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- validité de l'autosurveillance des rejets aqueux
- contrôle inopiné / prélèvement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 4.3.7	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats du contrôle inopiné du 23 mai 2022 montrent que l'autosurveillance mise en place par l'exploitant est cohérente et que les rejets du site respectent les valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2003.

L'exploitant doit veiller à déclarer dans l'outil Gidaf les résultats de surveillance concernant les hydrocarbures ainsi que les résultats des contrôles de recalage effectués.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : La localisation de l'emplacement prévu pour le prélèvement est identique à celui de l'exploitant. La place est suffisante pour installer le matériel en sécurité. Le laboratoire a disposé ses équipements aux mêmes endroits que ceux mis en œuvre par l'exploitant (mesure du débit à proximité immédiate de la sonde de l'exploitant et zone de prélèvement du laboratoire identique à la zone du préleveur de l'exploitant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le matériel mis en place la veille a été maintenu en fonctionnement et est resté intact pendant 24h. La mesure du débit sur 24h réalisée par le laboratoire agréé est de 921 m ³ , là où le débitmètre de l'exploitant indique 980 m ³ . A noter que l'exploitant est autorisé à rejeter 1008 m ³ /j. Concernant l'échantillon prélevé par le laboratoire agréé, des flacons plastiques ont été remplis pour la recherche de macropolluants et de métaux. La matière des flacons d'échantillonnage correspond aux recommandations du guide des opérations d'échantillonnage et d'analyse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral
<p>Constats : Les résultats du contrôle inopiné du 23 mai 2022, transmis le 13 juin 2022, montrent des résultats cohérents entre le laboratoire agréé et l'autosurveillance de l'exploitant, réalisée sur le même échantillon, sur les paramètres suivants :</p> <p>pH : autosurveillance : 8,55 - laboratoire agréé : 8,5 DCO : autosurveillance : 21,9 et 20,5 mg/l - laboratoire agréé : 21 mg/l Azote : autosurveillance (N total) : 3,18 et 3,16 mg/l - laboratoire agréé (N global) : 3,9 mg/l Phosphore total : autosurveillance : 0,331 et 0,341 mg/l - laboratoire agréé : 0,28 mg/l</p> <p>A noter, un pH qui se situe en limite haute autorisée (voir point suivant).</p> <p>En ce qui concerne les matières en suspension (MES), l'exploitant devra préciser l'origine de l'écart constaté entre la mesure réalisée par le laboratoire et celle de l'autosurveillance, celle de l'autosurveillance étant majorante (Observation 2022-1) :</p> <p>MES : autosurveillance : 7,2 et 6 mg/l - laboratoire agréé : 3,5 mg/l</p> <p>Enfin, pour l'ensemble des paramètres recherchés par le laboratoire agréé, les seuils de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2003 sont respectés, aussi bien en concentration qu'en flux.</p> <p>L'autosurveillance mise en place par l'exploitant est donc validée au regard des résultats du contrôle inopiné réalisé le 23 mai 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. [...] Programme d'autosurveillance : Article 14.11 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2003
Constats : Concernant les saisies et les commentaires sur les dépassements, l'exploitant indique, au niveau du commentaire du mois, les écarts constatés et les éventuelles mesures prises pour un retour à la normale. Des dépassements récurrents sont constatés concernant les volumes rejetés, le pH et le phosphore total. Des dépassements ponctuels en matières en suspension entraînant parfois quelques dépassements en flux sont également notés. L'exploitant précise que des dépassements sont notamment liés : <ul style="list-style-type: none">- à une station ne permettant pas un lissage des effluents en entrée ;- au recyclage des eaux de vache pour le lavage des installations, ayant une incidence sur le pH ;- à l'orientation des concentrats des tours aéroréfrigérantes vers la station depuis 2005, conduisant à une augmentation des volumes traités. L'exploitant a fait part des modifications prévues pour améliorer l'outil épuratoire et son pilotage : <ul style="list-style-type: none">- en cours : réfection des réseaux de collecte des eaux vannes, usées et pluviales et nouveau puits de relevage des effluents à destination de la station ;- 2023 : création d'un bassin de lissage de 1000 m³ en amont de la station et d'un nouveau dégrilleur/dégraisseur, réfection de l'électricité et des automatismes,- 2024 : nouveau bassin d'aération. Ces modifications doivent faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, se positionnant sur la capacité de ces installations à respecter les valeurs limites d'émission actuellement fixées mais également en vue de justifier de l'acceptabilité des rejets avec l'objectif de retour au bon état de la rivière La Vie (propositions de nouvelles valeurs limites d'émissions proposées dans le rapport de suite de l'inspection du 10 septembre 2019).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'article 14.11 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2003 précise les fréquences d'autosurveillance des rejets en eau, par paramètre : <ul style="list-style-type: none">- pH, température, MES, DCO : 1 fois par jour- DBO5 : 1 fois par trimestre- hydrocarbures : 1 fois par an Le programme d'autosurveillance de l'exploitant est actuellement le suivant : <ul style="list-style-type: none">- pH, température, DCO, MES : 1 fois par jour- Azote global, phosphore total, DBO5 : 1 fois par semaine Comme indiqué à l'article 2 de l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant doit, au plus tard au 4 décembre 2023, respecter les prescriptions de ce même arrêté, et notamment l'article 7 du titre II de l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020 sur les fréquences de surveillance de ses rejets. Ainsi l'exploitant doit au plus tard au 4 décembre 2023, mettre en place une surveillance journalière sur les paramètres phosphore (P) et azote global (NGL) en plus des paramètres DCO et MES déjà contrôlés quotidiennement. La fréquence de surveillance de la DBO5 est mensuelle. De plus, le paramètre Chlorure (Cl-) doit être ajouté et contrôlé mensuellement. Il est constaté dans les restitutions Gidaf du 1er trimestre 2022 que les fréquences de surveillance sont respectées par l'exploitant, l'exception de celle relative aux hydrocarbures totaux (Non-conformité 2022-1). L'exploitant a par ailleurs mis en place les fréquences d'analyses de mesures comparatives par un laboratoire extérieur, exigées à l'article 14.11 de l'arrêté préfectoral, suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le laboratoire est Labéo, laboratoire accrédité ;• le laboratoire effectue son analyse sur un échantillon prélevé par l'exploitant ;• effluents en sortie de station : mensuelle. La synthèse des résultats de la surveillance exercée en 2021 en application de l'action de recherche de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) prescrite à l'annexe X de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ont été transmis et sont en cours d'examen.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les saisies Gidaf étaient réalisées pour les mois de janvier à mars 2022. La fréquence de transmission est globalement respectée. L'exploitant a complété avec un second courriel pour les transmissions Gidaf, afin de renseigner les éléments collectés (résultats des laboratoires extérieurs notamment).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si autosurveillance non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence. Art 58-II : " Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre. Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. [...]. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation ".
Constats : Les analyses réalisées par un laboratoire extérieur et exigées à l'article 14.11 de l'arrêté préfectoral sont mises en œuvre par Labeo 14, laboratoire accrédité. Pour les analyses réalisées en interne, les fiches de procédures n'ont pas été consultées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Art 58-III : « S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »
Constats : Une fois par mois, les analyses sont réalisées par le laboratoire Labéo, qui est accrédité et agréé par le Ministère de l'écologie. L'exploitant doit préciser dans l'outil Gidaf les contrôles de recalage qu'il effectue (Observation 2022-2). Concernant l'agrément SRR, celui-ci a été délivré initialement en 2013. Des audits de diagnostics de fonctionnement de la station d'épuration et des résultats d'analyse sont réalisés tous les 2 ans par un laboratoire mandaté par l'Agence de l'eau, permettant de maintenir ou non l'agrément SRR. Le dernier rapport du laboratoire IRH 62, communiqué à l'exploitant le 8 novembre 2021 (contrôle de 2020). À ce jour, l'agrément pour le site Solaipa est maintenu, permettant de garantir la fiabilité de la chaîne de mesure du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet